

RETOUR A DAMAS...

Contrairement à notre annonce de la semaine dernière, nous reviendrons sur l'attaque des sites pétroliers saoudiens seulement dans notre prochaine livraison (numéro 251) du 7 octobre prochain. Deux raisons nécessitent ce nouveau report : une vérification d'informations militaires qui prend plus de temps que prévu ; un reportage (tout aussi imprévu) à la frontière libano-syrienne. Merci de votre compréhension et bonne lecture.

La rédaction

Masna (Liban), 29 septembre.

Au poste frontière de Masna, la vie va comme elle va, renouant avec les joyeuses cohues d'avant-guerre. Depuis mars 2011 jusqu'à aujourd'hui, la route reliant Beyrouth à Damas est toujours restée ouverte et sécurisée, comme une espèce de cordon ombilical rattachant de manière indéfectible la Syrie et le Liban. Les dernières opérations menées par l'armée gouvernementale syrienne et son allié russe contre l'ultime bastion jihadiste de la poche d'Idlib (à l'ouest d'Alep) occupent les conversations.

Comme lors de la libération d'Alep en décembre 2016, presses occidentales et israéliennes se multiplient pour dénoncer des bombardements ciblés d'hôpitaux par les aviations syrienne et russe. A en croire cette propagande, la poche d'Idlib abriterait plus d'hôpitaux que n'importe quel autre pays de la planète, Syriens et Russes bombardant prioritairement ces infrastructures sanitaires et les écoles (bien-sûr) avec une rage méthodique, sadique, sinon satanique ! A plusieurs occasions, les autorités syriennes et russes ont expliqué – preuves à l'appui – comment les groupes jihadistes avaient investi nombre d'écoles et d'antennes sanitaires en prenant des civils en otages, utilisés comme « boucliers humains ». Mais ces explications n'ont pas vraiment retenu l'attention des rédactions occidentales qui préfèrent couvrir et commenter les événements de la région à partir d'Internet et des « informations » de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) – officine proche des Frères musulmans comme chacun sait.

UN COMITE CONSTITUTIONNEL

Dans ce contexte, les Nations unies ont annoncé – le 23 septembre dernier – la création d'un « Comité constitutionnel pour la Syrie ». Cette structure, composée de membres du pouvoir et de l'opposition (50 représentants gouvernementaux, 50 opposants et 50 personnalités choisies par l'ONU afin d'inclure des représentants de la « société civile »), doit travailler sur la Constitution et ouvrir la voie à des élections générales.

Les États-Unis ont salué la création de ce comité. « Même si beaucoup reste à faire, c'est un pas encourageant vers une solution politique du conflit syrien », a estimé la porte-parole du département d'État, Morgan Ortagus. Ce comité « longtemps attendu redonne espoir aux Syriens », s'est aussi félicitée la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Federica Mogherini, en appelant à sa mise en œuvre « au plus vite ». Le chef de la diplomatie syrienne,

Walid Mouallem, a pour sa part réitéré « l'engagement de la Syrie en faveur (...) du dialogue syro-syrien afin de parvenir à une solution politique (...) loin de toute intervention étrangère ».

« L'installation de ce comité correspond et coïncide à une fin proche des opérations militaires lourdes en Syrie », estime un ambassadeur européen en poste à Beyrouth ; « tout le monde pense et se positionne désormais pour le grand chantier à venir de la reconstruction économique du pays, qui va être une affaire régionale excédant les frontières de la Syrie historique. Le coût de cette reconstruction – estimé à quelques 400 milliards de dollars par les chancelleries occidentales – est largement gonflé pour des raisons politiques. Ce chantier va structurer les lignes de force d'un grand marché qui va concerner l'ensemble du *Croissant fertile*, qu'Antoun Saadé avait baptisé la 'Grande Syrie'¹ ».

Il faut ajouter que l'installation de ce Comité parachève les efforts de l'excellent diplomate Staffan de Mistura, qui a assuré les fonctions de Représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Syrie de juillet 2014 au 17 octobre 2018, jour où il a annoncé devoir partir « pour des raisons personnelles ». Durant cette période, Staffan de Mistura a fait le « job diplomatique » le plus difficile du monde. Il a stabilisé les quatre chantiers de l'ONU pour la Syrie : 1) réformes constitutionnelles ; 2) préparation d'un gouvernement de transition ; 3) préparation d'élections générale sous contrôle international ; 4) enfin, poursuite de la lutte anti-terroriste.

Il faut ajouter encore que ce retour du dossier syrien à Genève résulte aussi des efforts de la diplomatie russe. Le 16 septembre dernier, le président iranien Hassan Rohani et ses homologues turc Recep Tayyip Erdogan et russe Vladimir Poutine se sont réunis à Ankara pour adopter des résolutions humanitaires concernant la population civile de la poche d'Idlib. Dans un communiqué commun ils ont annoncé l'ouverture de « couloirs humanitaires », exprimant par ailleurs leur « sérieuse préoccupation » face à la « présence accrue » du groupe jihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS), l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda et « réitéré leur détermination » à l'éliminer à terme.

Il s'agit du cinquième sommet sur la Syrie depuis 2017 entre M. Erdogan, qui soutient une partie de la rébellion jihadiste, et MM. Poutine et Rohani, alliés des autorités syriennes. « La rencontre a été très productive et s'est soldée d'un plein succès », s'est félicité M. Poutine qui avait souligné en ouverture la nécessité de poursuivre « une lutte sans compromis contre les terroristes en Syrie ».

Au moment où la victoire de Bachar al-Assad semble de plus en plus acquise, la priorité pour Ankara est de se prémunir d'un nouvel afflux massif de réfugiés en provenance d'Idlib. Ankara y dispose, en vertu d'un accord conclu l'année dernière avec Moscou, de douze postes d'observation dont l'un est désormais encerclé par les troupes syriennes. L'un des objectifs d'Ankara est de pouvoir renvoyer en Syrie une grande partie des plus de 3,6 millions réfugiés syriens installés en Turquie.

DESINFORMATION STRUCTURELLE

Face à la « victoire » annoncée de « Bachar al-Assad », les médias occidentaux, dont ceux de la presse parisienne, vont aujourd'hui à Canossa, et plutôt piteusement. Après avoir salué la « révolution syrienne » comme une continuation logique du « Printemps arabe » déclenché

en Tunisie en janvier 2011, cette presse a encensé la « décision courageuse d'Alain Juppé » (NDLR : alors ministre des Affaires Etrangères) de fermer – purement et simplement – l'ambassade de France à Damas en mars 2012. Plus que jamais aux ordres, ces mêmes médias ont tout autant approuvé les déclarations historiques de Laurent Fabius (NDLR : à son tour ministre des Affaires étrangères de François Hollande) : « les p'tits gars de Nosra (NDLR : Al-Qaïda en Syrie) font du bon boulot... » et « Bachar al-Assad n'a pas le droit d'être sur terre ».

Les mêmes éditorialistes et « grand reporters » – qui couvraient la Syrie depuis Paris, ou dans le meilleur des cas depuis les beaux quartiers de Beyrouth, nous annonçaient – presque quotidiennement – le départ, sinon la chute (toujours imminente) de « Bachar le boucher sanguinaire... ». Fleur au fusil, ils se réjouissaient d'avance de la guerre que François Hollande s'apprêtait joyeusement à déclarer à la Syrie en septembre 2013. Enfin, sans aucune espèce de distanciation, ils applaudissaient à la participation française – décidée par Emmanuel Macron – aux bombardements américains et britanniques de Barzé et de Him Shinshar (près de Homs et Damas) – le 14 avril 2018 – en représailles contre de présumées « attaques chimiques » n'ayant jamais été prouvées.

Un jour, les historiens nous diront comment et pourquoi la presse parisienne a enchaîné à ce point la désinformation, les mensonges d'Etat et la propagande sur la Syrie, comme ses homologues américaines et britanniques l'avaient fait au printemps 2003 sur les armes irakiennes de destruction massive et les liens inventés entre Saddam Hussein et Oussam Ben Laden... Depuis, la presse américaine a fait son mea culpa. On attend le même effort de nos médias nationaux, mais sans beaucoup y croire !

Voilà des années que *Libération* et *Le Monde* sont devenus parfaitement illisibles. En dépit des obsessions anti-russes et anti-syriennes de la plupart de ses signatures (genre Isabelle Lasserre ou Delphine Minoui), *Le Figaro* continuait à envoyer, ponctuellement, sur le terrain Renaud Girard et Georges Malbrunot. Disons que, pour la couverture de la « guerre civilo-globale » de Syrie, le quotidien de Dassault restait ce qu'il y avait de moins pire dans la presse parisienne. Mais avec la fin prochaine des hostilités, il s'agit maintenant de revenir dans le droit chemin. Aussi, nos chers confrères du *Figaro* n'hésitent pas – aujourd'hui – à parler de « l'amère victoire de Bachar al-Assad ».

Dans un papier d'une pleine page², Georges Malbrunot reprend à son compte les poncifs les plus éculés qui démentent son travail passé de terrain et d'enquête. Bachar al-Assad aurait volontairement envenimé la guerre en « libérant des jihadistes ». Si notre cher confrère avait suivi sérieusement les négociations de Genève, il saurait que ces « libérations » ont été provoquées et imposées à la demande expresse de l'Arabie saoudite (et relayées par Moscou), comme condition *sine qua non* à la poursuite de la participation de « l'opposition syrienne » aux pourparlers de Genève III, IV et suivants.

Ainsi, « le Raïs aurait gagné sa survie » (?). Plus loin : « ses derniers opposants, majoritairement jihadistes sont confinés dans la province d'Idlib (...) La plupart des réfugiés ne rentreront pas ». Faux, archifaux : selon le HCR des Nations unies, une grande partie des réfugiés installés au Liban ont amorcé leur retour depuis plusieurs mois déjà. Il en va de même pour certains de camps de Jordanie. Quant à l'opposition syrienne concentrée dans la poche d'Idlib, il reste à voir aussi et surtout comment la situation va évoluer à l'Est de l'Euphrate où

Washington, Londres et Paris continuent à soutenir les factions kurdes des FDS (Forces démocratiques syriennes).

Encore : « la reconstruction est estimée à plusieurs centaines de milliards de dollars ». Faux, archifaux : ces chiffres artificiellement gonflés sont ceux du Département d'Etat américain. Ni Damas, ni Moscou et leurs alliés (comprendre la Chine) » n'ont les moyens de la financer... Pour la France, la Grande Bretagne et les Etats-Unis, c'est le seul moyen de pression sur Assad... ». Là encore, il eut été judicieux d'être plus précis et moins empressé pour travailler davantage sur les perspectives d'investissements chinois et turcs.

Même si l'Iran peine à faire face aux sanctions internationales qui l'empêchent d'exporter ses hydrocarbures, la présence de grandes sociétés industrielles de Téhéran (notamment dans le secteur de l'automobile) se confirme et se diversifie. Moins médiatisée, la présence des investisseurs indiens est en augmentation croissante dans les secteurs agricoles et chimiques, notamment dans l'industrie pharmaceutique.

L'IMPOSTURE DES CASQUES BLANCS

Et Malbrunot conclut son pensum par la coopération entre services spéciaux français et syriens (sur laquelle il a écrit, dans le passé, passablement de bêtises) : « à Paris, la DGSE se tait sur le sujet. 'Bien-sûr que nous devons renouer avec les services syriens dans le cadre de la lutte anti-terroriste', confie au *Figaro* un spécialiste proche d'Emmanuel Macron, 'la France voudrait le faire discrètement, mais Damas veut que cela soit public' affirme le diplomate onusien qui suit la Syrie. Bref, le monde n'en a pas encore fini avec Bachar al-Assad ». Quelle chute !

Il est vrai qu'en son temps, Alain Juppé a fermé l'ambassade de France à Damas tellement discrètement qu'il a obligé l'ensemble des pays de l'Union européenne à faire de même. Pour une reprise de la coopération entre services spéciaux, Damas a toujours expliqué qu'il s'agissait d'abord de rouvrir l'ambassade de France – non pas en fanfare et avec un ambassadeur de premier plan -, mais avec un simple chargé d'affaires garantissant le cadrage du rétablissement de la relation diplomatique dont dépend évidemment la reprise d'une coopération sécuritaire minimale !

Sur ces questions de renseignement et de lutte anti-terroriste, le pompon revient aux « Casques blancs », une ONG islamiste au service des jihadistes, initiée par les barbouzes du MI-6 britannique avec des fonds européens et des pays du Golfe³. Le philosophe berlinois Stefan Winter – spécialiste internationalement reconnu de la presse et de la communication – écrivait « les *Syrian White Helmets (SWH)* ont été créés par James LeMesurier, un expert anglais de sécurité et de renseignement, en mars 2013, à la suite d'une rencontre avec des représentants du *Syrian National Council (SNC)* et de la *Qatari Red Crescent Society*. Les Qataris procuraient un financement de lancement à hauteur de 300 000 dollars, des financements provenant par ailleurs du Japon, de Grande Bretagne et des États-Unis. Le SNC a placé deux activistes – Raed Saleh et Farouq Habib – aux côtés de LeMesurier pour diriger des SWH. LeMesurier a entraîné les premières équipes de sauvetage ».

« Ensuite, les SWH ont été financés par la *US Agency for International Development* (23 Mio \$ / 2014-15), par le *British Foreign Office (Conflict Security and Stability Fund, 24 Mio \$ / 2014-*

15, 32 Mio \$ / 2016, 24 Mio \$ / 2016-17), par l'UE (4,5 Mio \$ / 2015), les Pays-Bas (4,5 Mio \$ / 2016), l'Allemagne (7,6 Mio \$ / 2016), le Danemark (n.a. / 2016), le Japon (n.a. / 2015), le *Directorate-General for European Civil Protection and Humanitarian* (n.a. / 2015-16) et le Jo Cox Fund (2,4 Mio \$ / 2016). En 2016, *The Syria Campaign* a organisé une opération de relations publiques qui était censée aider les SWH à obtenir le prix Nobel de la paix. Les sauveteurs n'ont pas atteint cet objectif mais ont reçu le prestigieux *Right Livelihood Award* considéré comme le prix Nobel alternatif. Puis, *The Syria Campaign* a lancé une nouvelle action de relations publiques, censée aider les *Casques Blancs* à obtenir le prix Nobel de la paix de 2017 ».

« Le cinéaste Orlando von Einsiedel a tourné un documentaire sur les *Casques Blancs*. La première projection a eu lieu le 18 septembre 2016 sur *Netflix*. Le film présente les sauveteurs, sous le slogan *to save one life is to save humanity*, comme des défenseurs désintéressés de l'humanité. Il est vrai que chacun et chacune qui aide les blessés et récupère les morts mérite notre reconnaissance. Mais plusieurs critiques ont affirmé que derrière l'image des *Casques Blancs*, se profile aussi celle des jihadistes de Jabhat al-Nosra. Quand le directeur des *Casques Blancs*, Raed Saleh, est arrivé à Washington en avril 2016 pour la remise du *Humanitarian Award* (prix d'un groupe de 180 ONGs), le *Department of Homeland Security* lui a refusé l'entrée des États-Unis. Le porte-parole adjoint du Département d'Etat, Mark C. Toner, a déclaré : *I'm broadening my language here for specific reasons, but any individual in any group suspected of ties or relations with extremist groups or that we had believed to be a security threat to the United States, we would act accordingly* ». Donc, on a échappé de peu à ce que les criminels des Casques blancs reçoivent le prix Nobel de la paix...

Le 17 septembre dernier, le responsable de l'ONG russe « *The Foundation for the Study of Democracy* » – Maxim Grigoryev – a fait une conférence remarquée et remarquable au Centre culturel russe de Paris sur l'imposture de ces mêmes « Casques blancs ». Il a présenté un rapport accablant⁴, élaboré à partir de dizaines de témoignages et d'enquêtes de terrain menées durant plusieurs années – dévoilant le vrai visage de cette pseudo-ONG, paravent de plusieurs organisations criminelles.

Indépendamment de la mise en scène de fausses attaques chimiques, les « Casques blancs » – comme l'UCK de Hashim Taçi, président du Kosovo depuis le 7 avril 2016 – se sont livrés à un trafic organisé d'organes prélevés sur leurs prisonniers. Cette valeureuse ONG a réquisitionné écoles et dispensaires pour y installer ses activistes dont certains se sont spécialisés dans les travaux de terrassement pour les unités combattantes de Nosra (Al-Qaïda en Syrie/les bons p'tits gars de Laurent Fabius). Néanmoins, il se trouve toujours des journalistes parisiens pour continuer à qualifier cette organisation « d'humanitaire ».

QUAND BRUXELLES S'EVEILLERA...

Avant de céder la place au nouveau Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (chef de la diplomatie européenne), l'ancien ministre espagnol des Affaires étrangères Josep Borrell, Federica Mogherini – qui achève son mandat de cinq ans en novembre prochain -, a multiplié les réunions d'experts (plus ou moins à huis clos) pour essayer de comprendre et de démêler les enchevêtrements de la « guerre civilo-globale » de Syrie. Comme sur le conflit israélo-palestinien, cette diplomate chevronnée a essayé d'amener l'UE à tenir des positions équitables et équilibrées. Même si le poids diplomatique de l'UE

reste dérisoire, son successeur devrait être en mesure de prolonger un questionnement constructif et, peut-être, de pousser l'Union à se réveiller...

Dans les perspectives de fin des opérations militaires lourdes et de la reconstruction de la Syrie, une idée poursuit (à son rythme) son petit bonhomme de chemin : rouvrir simultanément l'ensemble des représentations diplomatiques des pays de l'UE qui étaient présentes à Damas avant mars 2011. Ce geste politique fort serait susceptible de relancer une coopération avec les autorités syriennes dans trois directions : 1) les réformes constitutionnelles et politiques ; 2) la coopération anti-terroriste ; 3) enfin, la reconstruction économique.

Comme l'écrit Jean Daspry dans le numéro 249 de prochetmoyen-orient.ch de la semaine dernière, « il s'agit de gagner la paix par le haut » : « le temps va venir de la reconstruction de la Syrie. Avec toute la meilleure volonté, la France ne pourrait y jouer qu'un rôle mineur compte tenu de sa situation économique et sociale dégradée. La tâche de la reconstruction devrait revenir à l'Union européenne, légitime sur le sujet compte tenu des moyens financiers dont elle dispose. Mais, pour cela, elle ne peut être aveugle sur la situation sur le terrain. Ce qui veut dire qu'elle doit disposer de relais, d'antennes sur le terrain, à savoir des représentations diplomatiques. Une solution très concrète bien connue des vieux routiers de la diplomatie consisterait à proposer au régime syrien, en étroite coordination avec Iraniens, Russes et Turcs, une feuille de route comportant du côté de Damas l'attachement à quelques grands principes généraux (travailler à la réconciliation, satisfaire à ses obligations en termes de non-prolifération, reprendre le cours de ses relations diplomatiques, etc.). En contrepartie de quoi, les 27/28 et l'Union européenne feraient part de leur souhait de participer concrètement au long processus de reconstruction du pays et de rouvrir leur mission diplomatique au niveau de chargés d'affaires, dans un premier temps. Pour verser dans la symbolique de l'unité européenne, les chargés d'affaires arriveraient le même jour par le même vol au départ de Bruxelles. Dans l'hypothèse où la normalisation se confirmerait, des ambassadeurs pourraient reprendre leur poste comme avant le début de la révolution avortée. Il s'agirait d'une sorte de paquet diplomatico-économique gagnant-gagnant permettant de tourner la page de cette décennie perdue pour les Européens par aveuglement stupide et idéologie malsaine. La diplomatie, c'est l'art de travailler sur la réalité et non sur des rêves irréalisables ».

Tout cela est d'une clarté biblique... Il suffirait d'un peu de courage politique... En attendant, bonne lecture et à la semaine prochaine.

Richard

Labévière

¹ Voir notre édition de la semaine dernière (numéro 249 – 23 septembre 2019), l'article consacré au livre de Régina Sneifer : *Une Femme dans la tourmente de la Grande Syrie – D'après les mémoires de Juliette Antoun Saadé*. Préface de Georges Corm. Editions Riveneuve, août 2019.

² *Le Figaro*, 16 septembre 2019.

³ Stefan Winter : L'imposture des Casques blancs, *prochetmoyen-orient.ch* – 17 avril 2017 et Richard Labévière – prochetmoyen-orient.ch, 21 avril 2017.

⁴ The Foundation for the Study of Democracy : *The White Helmets, Terrorist accomplices and a source of desinformation* – juin 2019.